

Choix de société

Le monde agricole s'enfonce dans la crise et nos représentants professionnels, les politiques et les citoyens y vont chacun de leurs solutions.

Google vient de capitaliser 555 milliards de dollars en bourse alors qu'il ne fait que 75 milliards de chiffre d'affaire.

Le panier de la ménagère représente 20% du budget et sur ces 20%, seuls 7% reviennent directement à l'agriculture. Le reste va à la transformation, la distribution et les actionnaires. La dépense alimentaire moyenne s'élève à 10 € par personne et par jour dans un foyer. En extrapolant, sur un salaire de 1100 €, 220 € vont à l'alimentation et 15 € revient à la ferme. Moins qu'un abonnement téléphonique ou une chaîne payante.

Comment expliquer qu'un litre de lait, une côte de porc, un morceau de bœuf coûte moins cher qu'il y a 30 ans ? Quand on se pose la question, on a déjà une bonne partie de la réponse à la crise actuelle.

Nous sommes une société qui n'a plus faim. Paradoxalement, dans un monde où 1 milliard d'humains crèvent la dalle, où la France des restos du cœur est débordée par la demande, le consommateur a oublié ce besoin vital qui arrive en première position dans la pyramide de Maslow (boire, manger, dormir). Dans notre société de consommation, essayez de vous passer 3 jours d'internet et 3 jours de manger et vous verrez lequel est le plus pénible.

Un agriculteur malien prie son Dieu pour engranger, à la fin de la période de récolte, 300 kg minimum de céréales par membre de la famille, pour subvenir aux besoins annuels de nourriture. Pendant ce temps, chez nous, une loi vient d'être votée pour obliger les grandes surfaces à distribuer les 35 000 tonnes de nourriture invendues pour cause de DLC trop courte. Et au niveau national, ce sont 7.1 millions de tonnes de déchets alimentaires qui sont perdus depuis la production jusqu'à la poubelle du consommateur.

La nourriture n'a plus de prix car le citoyen la trouve partout dans des magasins qui se battent à coup de promo et de rabais pour attirer le chaland et lui vendre le dernier écran plat ou le nouvel iPhone. Le consommateur préfère économiser sur le steak pour acheter des Nike à son gamin et lui offrir des vacances de neige.

Reconquérir le marché français en montant en gamme, retrouver un aliment sain avec du goût et les saveurs du terroir, oui ! Cent fois oui ! Mais pour une moitié de la population qui a un bon pouvoir d'achat et ou une conscience de l'enjeu. Et pour les autres ? Ceux qui n'ont pas cette conscience, ou surtout, ce pouvoir d'achat. On les laisse bouffer des produits d'importation avec des normes fantaisistes ? On laisse tomber la production française de produits standards et tous les emplois qui en découlent ?

Ce n'est pas la France qui crée la surproduction actuelle source de l'effondrement des prix. En lait, nous sommes juste remontés à la production de 1983 (date des quotas, 25 milliards de litres). En porc, nous régressons de 26 millions à 24 millions de cochons quand les Espagnols sont passés de 25 à 45 millions. En poulet, la Pologne vient de nous détrôner de la première place de producteur européen.

À chaque fois que nous abandonnons des parts de marché, elles sont immédiatement récupérées par nos concurrents et le consommateur n'est pas gagnant en termes de qualité.

Sommes-nous si près de la déchéance de notre civilisation pour croire au veau d'or ?

Allez-y, goinfrez-vous de Facebook, d'abonnements, de marques, de services ... et vous crèverez la gueule ouverte et le ventre creux. Mais nous, les éleveurs français, aurons disparu, sacrifiés sur l'autel de la société de consommation. La France sera devenue un grand pays céréalier dont le blé sera encore trop cher à la bourse de Chicago.

Pascal Pommereul